

M. Lewis: Ils ont dû l'obtenir d'un libéral.

M. Keeper: Mon collègue d'en face, un conservateur, a parlé des libéraux. Il veut dire, je présume, qu'il faut en imputer la faute aux libéraux.

M. Lewis: Certainement.

M. Keeper: Cela ne fait aucun doute, mais les libéraux ne sont plus au pouvoir. Ce sont maintenant les conservateurs qui dirigent le pays, et nous voulons connaître les projets précis et pratiques que le nouveau gouvernement va mettre en œuvre pour nous assurer que cette situation ne se reproduira jamais plus. Que compte faire le gouvernement pour nous garantir que le ministère des Travaux publics ne dépensera plus jamais 154 millions sans l'autorisation du Conseil du Trésor? Va-t-il mettre en œuvre un mécanisme pour remédier à ce problème?

Le vérificateur général a également découvert qu'on avait déboursé en trop quelque \$63,122,000 pour une douzaine de baux. Il a prouvé, documents à l'appui, que le ministère des Travaux publics avait effectué des paiements en trop. Monsieur le président, 63 millions de dollars, c'est beaucoup d'argent. En cette période de chômage très élevé, pareille somme pourrait venir s'ajouter aux fonds consacrés au programme Canada au travail, par exemple, qui a bien besoin de crédits supplémentaires à l'heure qu'il est. Je voudrais que le gouvernement nous dise comment il fera pour éviter dorénavant tout paiement en trop. Quelles nouvelles mesures prendra-t-on pour s'assurer que le gouvernement paie son dû et rien que son dû pour les biens qu'il loue? Il nous faut une réponse du gouvernement à ce sujet.

• (1120)

Le vérificateur général a recommandé que le gouvernement examine bien les contrats de location-achat. Cette question est au cœur du projet de loi dont la Chambre est aujourd'hui saisie. Cette mesure clarifie et confirme le pouvoir qu'a le gouvernement de signer des contrats de location-achat. En vertu de ces contrats, le gouvernement accepte de louer un immeuble pendant une certaine période de temps à la fin de laquelle il convient d'acheter l'immeuble à un prix fixe. Il s'ensuit que des sommes très considérables sont ainsi engagées. Ce n'est pas une mince affaire. En fait, selon le vérificateur général, près de deux milliards de dollars, soit \$1,919,600,000, sont bloqués dans des contrats de location-achat. C'est là une lourde responsabilité pour le gouvernement, qui doit examiner ce qu'il fait de ses contrats de location-achat.

Le vérificateur général a révélé que ces contrats coûtaient peut-être plus cher à la Couronne que si le gouvernement devait emprunter l'argent et faire construire à lui-même les immeubles. Autrement dit, les contrats de location-achat reviennent peut-être plus cher à la population que la construction des immeubles par le gouvernement lui-même. Par exemple, le vérificateur général a examiné quatre contrats de location-achat d'une valeur totale de 762.9 millions dollars. Il s'est rendu compte que si le gouvernement avait emprunté l'argent pour faire construire les immeubles au même coût que l'entrepreneur qui les a fait construire, il lui en aurait coûté 85.8

Travaux publics—Loi

millions de dollars de moins en 35 ans. Autrement dit, les contribuables auraient épargné 85.8 millions de dollars si le gouvernement avait construit les immeubles au lieu de recourir à l'option de location-achat.

Il incombe au nouveau ministre des Travaux publics et à son ministère de veiller à examiner plus à fond toute cette question de contrats de location-achat, afin que ceux-ci ne fassent pas déboursier des sommes indues aux contribuables. Pourquoi recourir à l'option de location-achat s'il revient moins cher au gouvernement d'emprunter l'argent et de construire lui-même les immeubles? La question doit être approfondie.

Le vérificateur général s'est aussi interrogé sur l'usage que le gouvernement fait des immeubles et des locaux qu'il loue. En a-t-il besoin? Utilise-t-il tout cet espace? A partir des statistiques même du gouvernement, le vérificateur général a découvert qu'au cours des cinq dernières années, le gouvernement n'a pas utilisé quelque 700,000 mètres carrés de locaux vides dont le loyer lui a coûté quelque 25 millions de dollars par année. Il est bien évident qu'en ce moment les deniers publics se font rares—comme le gouvernement le dit lui-même—donc il importe que le gouvernement nous dise tout de suite quelles politiques et quelles procédures il va adopter pour faire en sorte que ses locaux soient occupés et qu'il n'en acquière pas d'autres qui restent vides. Quelle sorte de système le gouvernement va-t-il adopter pour contrôler cela?

• (1125)

Il y a un autre domaine abordé dans le rapport du vérificateur général qui est crucial, à mon avis, et dont le gouvernement devrait s'occuper aujourd'hui même. Le vérificateur général a constaté que le ministère fédéral des Travaux publics avait omis d'informer le cabinet fédéral il y a deux ans lorsqu'il a loué à Campeau Corporation trois immeubles à bureaux du centre ville d'Ottawa, au prix de 400 millions de dollars en tout. Privé de ce renseignement indispensable, le cabinet a laissé passer l'occasion d'acquérir pour 15 millions de dollars un immeuble qui en valait 46.5. Il est déjà assez regrettable, monsieur le président, que les gouvernements n'informent pas le Parlement, mais lorsque les fonctionnaires omettent d'informer le cabinet, le système devient alors ingouvernable. J'aimerais donc qu'on nous donne l'assurance que le gouvernement va faire le nécessaire pour être pleinement informé avant de prendre des décisions qui concernent les ouvrages publics.

Pour me résumer en deux mots, monsieur le président, les pouvoirs qu'on nous demande aujourd'hui nous paraissent justifiés. Le problème qu'il y a eu dans le passé, c'est l'abus de ces pouvoirs. Nous aimerions savoir comment le gouvernement va garantir au Parlement que ces abus vont cesser, que les fonds publics vont être utilisés à bon escient et avec la prudence qui s'impose. J'aimerais que le secrétaire parlementaire nous dise—je me demande bien pourquoi le ministre n'est pas ici—quelles méthodes vont être adoptées pour éviter les gaspillages. J'aimerais également savoir au juste comment le gouvernement va s'organiser pour demander des comptes aux hauts fonctionnaires pour s'assurer que les choses se fassent.